

Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

09 Septembre 2018

Comité National – 08 septembre 2018

Rapport introductif

Cher(e)s camarades,

En cette rentrée de septembre- 15 mois que Macron est Président – le mécontentement grandit, le rejet de sa politique s'élargit.

Le Journal Du Dimanche du 26 août titrait : « la cote de Macron chute fortement – 34% de satisfaits, 66% de mécontents.

La situation du peuple ne cesse de se dégrader. Le pouvoir d'achat recule. Selon l'INSEE, rien qu'en juillet les prix ont augmenté de 2,3% (le gaz et l'électricité +14,3%), sauf que les salaires, les retraites ne suivent pas et les retraités ont eu la hausse de la CSG.

Le gouvernement annonce pour le 13 septembre un « plan pauvreté », comme un antidote à une rentrée difficile pour calmer un peu le mécontentement qui s'exprime. Que sera ce plan ? Avec déjà annoncé au centre : « réformer les aides sociales », fusionner les différentes allocations, pour économiser, car le système actuel conduirait à un vaste gâchis. Il y a des versements indus (détectés ou non) qui représentent 8% des prestations versées par les caisses d'allocations familiales, soit près de 6 milliards par an. Macron avait d'ailleurs affirmé que ces aides coutaient « un pognon dingue » et le Ministre de l'économie a estimé « qu'il y a trop d'aides sociales en France ».

La réalité du plan Macron en cette rentrée, c'est :

*Dans les mesures annoncées dans le projet de budget 2019 : le quasi gel des retraites de bases des prestations familiales et des aides au logement (alors que l'inflation prévue à 1,5%), va encore aggraver la situation. Le budget comme toutes les « réformes » est fait pour satisfaire les objectifs du capital : le CICE (20 milliards) versé chaque année aux entreprises va être transformé en baisses de cotisations sociales.

*Les cotisations pour les retraites complémentaires vont augmenter dès janvier 2019.

*Parallèlement, Macron avec son gouvernement poursuit la préparation des « réformes » dans tous les secteurs de la société.

-réforme de l'indemnisation de l'assurance chômage : E. Philippe a reçu les syndicats cette semaine. Le gouvernement veut rendre dégressives les indemnités versées aux chômeurs et pour cela changer les règles car cela coûte trop cher. Le MEDEF a indiqué ce qu'il attend au gouvernement : faire financer une allocation forfaitaire par la CSG et instaurer une complémentaire avec la dégressivité des allocations.

-Le plan hôpital annoncé pour le 18 septembre: le gouvernement veut imposer 4,2 milliards d'économies à la Sécurité Sociale, dont 1,2 milliards supportés par les hôpitaux publics. Il veut casser le système de sécurité Sociale et le système hospitalier, instaurés en 1945. La ministre de la santé, alors que les hôpitaux sont étranglés, que les services, les urgences manquent dramatiquement de personnels, de moyens, ose déclarer que 30% des

actes sont inutiles ! Le gouvernement sous prétexte de décloisonner médecine de ville et hôpital, vise en réalité à introduire le secteur privé à l'hôpital public.

-la suppression de 120.000 fonctionnaires, dont 4.500 dès 2019

-La poursuite des privatisations, la liquidation du service public, comme la SNCF - La Poste

-L'examen de la « loi Pacte » concernant le rôle de l'entreprise a commencé en Commission à l'Assemblée Nationale. Après les ordonnances réformant le code du travail donnant aux entreprises plus de moyens pour l'exploitation des salariés, cette loi dite « Pacte » est faite pour compléter le dispositif. « C'est une loi pour la libération de l'entreprise » a déclaré B. Lemaire au journal financier « Les Echos ». Elle prévoit de faire sauter toutes les barrières à l'expansion des entreprises (elle supprime les seuils sociaux et fiscaux), elle introduit les privatisations, la vente par l'Etat des entreprises publiques comme une logique normale pour la compétitivité capitaliste. Elle vise à remplacer la notion de salaire par l'intéressement. Le MEDEF approuve.

Ajoutons qu'en cette rentrée scolaire, la politique d'éducation du gouvernement derrière un discours masqué, accentue les inégalités et la sélection. Ceux qui ont passé le BAC, avec Parcoursup subissent la sélection. Des dizaines de milliers de jeunes bachelier(e)s sont sans solution, sans affiliation à une Université. Plus de 120.000 n'ont pas eu l'affectation qu'ils souhaitaient.

Faut-il rappeler que les inégalités s'accroissent en France. 8,9 millions de personnes (14%) vivent en dessous du seuil de pauvreté, alors que les 500 premières fortunes de France ont un patrimoine de 650 milliards.

Les entreprises capitalistes continuent de prospérer. Rien que celles du CAC40 ont fait 45,5 milliards d'euros de profits au 1^{er} semestre 2018. En 2017 elles avaient versé 47 milliards à leurs actionnaires.

La loi de programmation militaire 2019-2025 mobilise 295 milliards. L'arme nucléaire (missiles – sous-marins) engendra 37 milliards d'ici 2025

La politique menée en France est celle imposée par le capitalisme. Macron a été fait Président pour accélérer la réalisation de ses objectifs actuels.

La politique menée en France est la même que celle menée dans le monde entier. Le capitalisme domine le monde, il met en place des gouvernements à son service.

Les capitalistes ont un objectif commun dans le monde entier : la recherche du profit maximum par l'exploitation maximum des peuples, des ressources, par la domination politique.

Mais, la recherche du profit maximum par chacun, fait qu'ils sont obligatoirement concurrents. Aujourd'hui, le développement considérable du capitalisme en Asie (Chine, Inde, Vietnam) en Afrique, avec le développement actuel, scientifique, technologique, complique la concurrence, l'exacerbe.

La lutte est féroce pour la conquête des marchés, les ressources. Ex. la guerre commerciale que se livrent les Etats-Unis et la Chine (voir l'article sur notre site).

Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils sont entrain de préparer « une arme de l'espace », comme démonstration de force supplémentaire de leur suprématie.

Les impérialistes – dont la France- font des guerres pour imposer leur domination. Au Moyen-Orient, ils interviennent en Afrique, en Syrie, au Yémen, ils soutiennent clairement l'Etat d'Israël qui colonise la Palestine.

Des populations chassées par la guerre, la misère, émigrent en quête de paix, de vie meilleure. La responsabilité est celle du système capitaliste prédateur pour exploiter les ressources naturelles et humaines. Les Etats capitalistes veulent trier ce dont ils ont besoin pour tirer profit d'une force de travail à bon marché. Les réfugiés sont victimes de la barbarie capitaliste. **C'est dans le même combat, contre le capitalisme, quelle que soit l'origine de chacun, qu'on changera cette situation. C'est en ce sens que nous sommes solidaires de leur combat pour la vie.**

La Communauté Européenne est un grand ensemble capitaliste (comme il en existe d'autres) créé pour les intérêts des capitalistes européens. Elle a créé l'Europe de la défense avec au départ 500 milliards d'euros, prête à

intervenir partout où elle le juge nécessaire, intégrée à l'OTAN dont elle est le 1^{er} partenaire. Elle tente de s'affirmer dans la concurrence mondiale capitaliste. Elle s'est mise à la remorque des trusts américains sur le commerce du soja et le gaz naturel pour tenter d'apaiser la guerre commerciale avec les USA. La Chine investit fortement dans l'énergie européenne qui peine à se construire.

Au 21^{ème} siècle où tant de possibilités existent avec le développement considérable des sciences, des techniques, des moyens de communication, des avancées médicales, la situation du monde actuel, ce sont les guerres, l'affrontement que se livrent les grands monopoles et leurs Etats pour la conquête des marchés. La concurrence capitaliste si dangereuse pour les peuples, est le résultat de l'existence du système capitaliste. Les Monopoles capitalistes possèdent les grands moyens de production, d'échange, les moyens financiers, les moyens politiques avec les Etats à leur service pour soumettre toute la société à leurs exigences.

Qu'est-ce qui peut changer la situation dans le monde ? La lutte des peuples, chacun dans son pays. La lutte des classes. Tous les peuples ont le même ennemi : le capitalisme. Nous sommes solidaires de la lutte des autres peuples. « Prolétaire de tous les pays unissez-vous »

La France a des atouts considérables (économiques – scientifiques- culturels), 2.500 milliards de richesses sont créées chaque année par le travail des salariés. Ils sont détournés, accaparés par le capitalisme

Macron est là uniquement pour faire prospérer le capitalisme, il doit organiser la société, la soumettre à ses intérêts, ses objectifs.

Où va aller la France dans les prochaines années ? Est-ce qu'on va réussir à stopper la spirale de la politique de Macron et du capital ?

C'est la lutte des classes qui le déterminera, son ampleur, sa détermination.

Il faut donc porter bien plus haut la lutte économique et sociale

Il y a eu des luttes nombreuses ces derniers mois dans les entreprises, des journées interprofessionnelles. Pendant tout l'été des luttes nombreuses ont eu lieu et continuent aujourd'hui.

Il faut aller beaucoup plus loin. Macron ne stoppera que si l'on y contraint. Il faut frapper tous ensemble de plus en plus fort. Tout le monde est concerné, les travailleurs de toutes les corporations, du secteur privé ou public, les chômeurs, les retraités, les jeunes dont l'avenir est en cause.

-La CGT- FO- UNEF- UNL appellent à une journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations, contre la politique de casse du modèle social du gouvernement le 9 octobre.

Laurent Berger secrétaire général de la CFDT qui a rencontré le 1^{er} Ministre, confirme sa politique de partenaire du gouvernement Macron. La CFDT n'appellera pas à l'action le 9 octobre, comme elle a refusé de participer à la lutte des cheminots et d'Air France en cette rentrée de Septembre.

Notre parti est dans la lutte. **Nous appelons à se mobiliser partout pour faire du 9 octobre une grande journée qui marquera le début d'un développement de plus en plus important de cette lutte.**

De tous temps, dans l'histoire de France, seules les luttes fortes, tous ensemble, amples et déterminées, ont imposé des réformes fondamentales qui ont permis des progrès économiques et sociaux au service du peuple

Les français sont pour les réformes, ils luttent pour ça, quand elles vont dans le sens du progrès pour le peuple et le pays.

La lutte politique est indispensable, incontournable

La lutte des classes est permanente. Le capitalisme exploite ; quand la lutte lui arrache des conquêtes, il repart dès qu'il peut à l'attaque pour reprendre. Pour changer fondamentalement et durablement de politique, il faut lutter clairement contre le capitalisme, jusqu'à l'abattre, lui arracher le pouvoir économique, financier, politique

Aujourd'hui, dans la situation actuelle,

Macron mène la lutte des classes pour imposer les objectifs du capital, pour annuler toutes les conquêtes sociales fondamentales acquises par les luttes en particulier depuis 1945. Et il doit tâcher de durer le plus longtemps possible au pouvoir. Au conseil des Ministres de mercredi dernier, accueillant les 2 nouveaux Ministres (après la démission de N. Hulot et L. Fleissel), Macron face à ses premières difficultés a déclaré « il faut tenir »

Les partis politiques manœuvrent en vue de recompositions politiques pour préparer les suites au pouvoir, la relève si nécessaire à Macron, pour permettre au capitalisme de poursuivre ses objectifs.

D'autant plus que les élections européennes du 26 mai 2019, seront la 1^{ère} consultation nationale depuis l'installation de Macron. Elles sont très importantes, le rapport des forces qui en sortira comptera pour la suite.

-La liste Macron, en cette rentrée qui se complique pour lui, a besoin impérativement d'arriver en tête. Or en France, il faut se rappeler que le vote sur la Constitution Européenne en 2005 l'a rejetée majoritairement.

-Les Républicains de L.Vauquier, veulent se réapproprier le mot d'ordre d'un certain souverainisme national. Ils critiquent l'immigration massive et ne veulent pas s'opposer au populiste Italien Salvi, tout en s'insérant dans le contexte actuel. Leur politique est celle du capitalisme, comme Macron.

-Marine Le Pen avec son parti le Rassemblement National a donné raison d'emblée au Ministre Italien Salvi pour le rejet des migrants. Son parti mènera campagne sur le souverainisme capitaliste. Le R.N. est aussi au service du capitalisme.

-Jean Luc Mélenchon avec la France Insoumise, tente de rassembler largement à gauche, d'attirer une partie du PS. Il estime que les vagues migratoires peuvent poser de nombreux problèmes au pays d'accueil. Lui aussi se réfère à la souveraineté nationale et populaire. Par ailleurs, il veut rendre l'Europe « plus sociale », mais il ne dit pas un mot sur l'Europe capitaliste. Il ne combat le capitalisme, il s'y insère.

-Le PCF, organisé dans le Parti de la Gauche Européenne qui ne combat pas l'Europe capitaliste, critique la politique menée, il veut un nouveau mode de développement, une autre répartition des richesses, une égalité réelle dans l'Europe capitaliste.

Notre parti sera le seul, avec sa liste de candidat(e)s qui dira et explicitera clairement, qu'on ne peut rien changer d'important, de fondamental pour les peuples en Europe avec le capitalisme. Nous appellerons à combattre l'Europe capitaliste. Ceux qui disent vouloir changer la politique actuelle pour une politique au service des peuples sans combattre contre le capitalisme, pour l'abattre, trompent les peuples, car ils les engagent dans une impasse.

Dans la situation actuelle, avec l'âpreté de la lutte de classe, il est nécessaire de porter à un niveau plus haut la lutte anticapitaliste, l'activité de notre parti qui est le seul parti politique à mener cette lutte. **Développer notre activité partout est donc décisif.**

Des réunions de cellules sont programmées ou ont eu lieu, il faut veiller à ce qu'elles soient organisées partout, pour discuter de la situation politique, de notre expression, pour décider des initiatives de propagande, de rencontres avec des travailleurs dans les entreprises, dans les quartiers, avec les jeunes dans les facultés, les lycées.

Il est important aussi de discuter des initiatives financières (souscription- repas...), de la mise à jour des cotisations. Nous savons que nous avons besoin de beaucoup d'argent pour déployer notre activité et la campagne électorale pour les européennes va demander des sommes considérables.

Nous avons notre site avec son hebdo internet qui est très précieux. Chaque semaine, nous commentons l'actualité, nous donnons à connaître la réalité, les raisons de la situation, nous donnons notre analyse, nos propositions. **Il est une aide pour nos militants et pour tous ceux qui le consultent.** Nous travaillons à l'améliorer en permanence afin qu'il réponde aux exigences de la situation.

Notre prochain congrès se tiendra en novembre. Le débat sera riche de notre activité et de la réflexion politique. Des réunions de cellules débattront. Chaque département tiendra son assemblée. Un document

parviendra prochainement aux départements avec les grandes idées pour aider à la discussion. Chaque département fera ses propositions pour le prochain Comité National et composera sa délégation au congrès

Voilà, cher(e)s camarades ce que j'étais chargé de vous dire en introduction à notre discussion.